

Fascisme italien - Exercice

Prenez connaissance des documents suivants avant de répondre à la question qui les suit.

Document 1

« Une question que je n'étais pas seul à me poser : d'où venait aux chefs du fascisme l'argent dont ils semblaient abondamment pourvus ? [...] On disait bien que le fascisme tirait ses principales ressources de la contribution que lui payaient les gros propriétaires [...] pour être à l'abri des syndicalistes tant communistes que populaires (catholiques).

On le disait aussi financé par les grands industriels en vue de combattre l'ennemi commun, le communisme. »

BARON BEYENS, *Quatre ans à Rome, 1921-1926*, Plon, Paris, cité dans D. FRANÇOIS, J. FRANÇOIS et R. HAUREZ, *Nouvelle collection d'histoire. L'époque contemporaine*, 1971, p. 208.

Document 2

« Comment on a tué l'ouvrier communiste Valenti :

Le 7 octobre, les bandes fascistes, annonçant leur intention de tuer Valenti ; arrivaient devant sa demeure. La police, avertie et complice, s'écartait. Une centaine de fascistes commencèrent l'attaque, à coups de fusils et de grenades. Valenti riposta, abattant deux des agresseurs [...] et prit la fuite à travers les champs. Le lendemain [...] mille chemises noires (fascistes) se mettaient à fouiller la contrée. Au cours de cette chasse à l'homme, cinq travailleurs furent mis à mort par les fascistes pour avoir refusé de donner des renseignements. Valenti leur fut enfin livré par un fermier qui ne l'avait caché que pour le trahir. Et Valenti fut tué... Les auteurs de ce crime, dont les noms sont connus, n'ont pas été inquiétés. La police veut tout ignorer. »

I. TERRACINI, *La correspondance internationale*, n° 82, 30 octobre 1922, cité dans D. FRANÇOIS, J. FRANÇOIS et R. HAUREZ, *Nouvelle collection d'histoire. L'époque contemporaine*, 1971, p. 209.

Document 3

« Dans la vallée du Pô, la ville est, en général, moins « rouge » que la campagne, parce qu'en ville se trouvent les grands propriétaires fonciers, les officiers, les fonctionnaires, les membres des professions libérales, les commerçants. C'est dans ces catégories que se recrutent les fascistes... Montés sur des camions, cris, armés par l'Association agrarienne (= propriétaires fonciers) ou par les magasins des régiments, les « chemises noires » (= fascistes) se dirigent vers l'endroit qui est le but de l'expédition. Une fois arrivé, on commence par frapper à coups de bâton tous ceux qui ne se découvrent pas au passage des fanions ou qui portent une cravate, un corsage rouges. On se précipite au siège du Syndicat, de la coopérative, à la maison du peuple, on enfonce les portes, on jette dans la rue mobilier, livres et on verse des bidons d'essence : quelques

minutes après, tout flambe... Des groupes fascistes vont à la recherche des « chefs », maire et conseillers de la commune : on leur impose de se démettre, on les bannit pour toujours du pays, sous peine de mort ou de destruction de leurs maisons. S'ils se sont sauvés, on se venge sur leur famille. »

A. TASCA. *La naissance du fascisme*, Paris, 1967 (1^{ère} édition 1938), p. 129-130, cité dans D. FRANÇOIS, J. FRANÇOIS et R. HAUREZ, *Nouvelle collection d'histoire. L'époque contemporaine*, 1971, p. 209.

Document 4 - La condition ouvrière sous le fascisme [1938]

« Pour le fascisme, ouvriers et patrons ont les mêmes intérêts ; ils doivent collaborer : les syndicats ouvriers perdent toute indépendance.

À Lumezanne, une partie considérable de la population travaillait à domicile pour le compte d'une fabrique de couverts... Des dizaines de familles, employant leurs jeunes enfants, avaient improvisé de petits ateliers dans des caves, sous des escaliers, au grenier et, pendant douze à quinze heures par jour, elles travaillaient dans ces locaux, rendus plus insalubres encore par l'absence de toute aération...

Les ravages de la tuberculose et de la mortalité y battaient tous les records d'Italie, et cette situation durait depuis des années sans qu'aucune autorité ait jamais pu la changer.

Les industriels de l'endroit, en effet, étaient à ce point puissants que non contents d'avoir le monopole des couverts, ils détenaient également celui des fournitures militaires.

À mon retour à Rome, alors que je me préparais à écrire un article, je reçus une lettre du secrétaire de l'« Union des travailleurs » (syndicat fasciste) qui m'invitait à différer une publication selon lui inopportune...

Certains cas projetaient des lueurs vraiment sinistres sur les collusions possibles – et même courantes – au nom de la « collaboration des classes » entre les dirigeants syndicaux fascistes et le patronat. »

ZANGRANDI, *Le long voyage à travers le fascisme*, Laffont, Paris, 1938, cité dans D. FRANÇOIS, J. FRANÇOIS et R. HAUREZ, *Nouvelle collection d'histoire. L'époque contemporaine*, 1971, p. 209.

Document 5

« La base de la doctrine fasciste est la conception de l'État. Pour le fascisme, l'État est un absolu en face duquel l'individu et les groupes sont le relatif. Sans l'État il n'y a pas de nation. Il n'y a que des groupes humains susceptibles de toutes les désintégrations que l'histoire peut leur infliger.

Pour le fasciste, tout est dans l'État et rien d'humain et de spirituel n'existe hors de l'État, pas d'individus, pas de groupes (partis, associations, syndicats, classes). C'est pourquoi le fascisme s'oppose au socialisme, qui durcit le mouvement historique de la lutte des classes et ignore l'unité de l'État qui fond les classes dans une seule réalité économique. Pour les mêmes raisons, il est contre le syndicalisme classique. [...] Le fascisme s'oppose à la démocratie qui rabaisse le peuple au niveau du plus grand nombre ; il nie que le nombre puisse diriger les sociétés et gouverner grâce à une consultation périodique.

Le fascisme est aussi éducateur et promoteur de la vie intellectuelle, Dans ce but, il exige une discipline, une autorité dominant les esprits pour y régner sans conteste.

C'est l'État qui conduit les hommes de la vie élémentaire à la plus haute expression de puissance, c'est-à-dire l'Empire. C'est pourquoi le fascisme repousse le pacifisme. Seule la guerre porte au maximum de tension toutes les énergies humaines et imprime un sceau de noblesse aux peuples qui l'affrontent. L'État fasciste s'attribue aussi le domaine économique. Le corporatisme est l'économie disciplinée, par conséquent contrôlée. Le corporatisme dépasse le socialisme et dépasse le libéralisme, il crée une nouvelle synthèse où tous les intérêts sont conciliés dans l'unité de l'État. Il diffère du syndicalisme rouge parce qu'il ne tend pas à porter atteinte au droit de propriété.

Le fascisme est universel. On peut donc prévoir une Europe fasciste, une Europe s'inspirant des doctrines et de la pratique du fascisme pour ses institutions – une Europe capable en somme de résoudre dans le sens fasciste le problème de l'État moderne, de l'État du XX^e siècle. »

B. MUSSOLINI, *Édition définitive des œuvres et discours*, Flammarion, Paris, 1938, cité dans J. M. LAMBIN (éd.), *Histoire I^{ère}*, Paris, 1994.

Document 6

Peu après l'accès au pouvoir de Mussolini, l'écrivain hongrois Sandor Marai fait un séjour à Florence. Il arrive de Paris où il a séjourné quelques semaines. Il voyage en compagnie de son épouse.

« Florence était le nid du fascisme naissant. Vêtues d'uniformes noirs, noblesse toscane et jeunesse florentine rejoignaient en masse le faisceau, insigne du nouveau mouvement ; les rues grouillaient d'adolescents à la chevelure fournie et au regard sévère, visiblement séduits par le charme sombre de l'uniforme. Il faut dire que les jeunes fascistes touchaient des indemnités et obtenaient du travail : pouvait-on, dans ces conditions, s'étonner de leur enthousiasme ? Un ordre strict réglait la vie quotidienne ; sur les murs, des affiches criardes vantaient les résultats du régime : trains arrivant à l'heure, monnaie stable, amélioration de la sécurité publique [...]. Le fascisme venait d'anéantir et de disperser la social-démocratie ; réduits désormais à la clandestinité, les socialistes se réunissaient en secret, comme les premiers chrétiens des catacombes. Toute ma sympathie allant au mouvement ouvrier vaincu, j'assistais avec des sentiments hostiles aux parades de la dictature triomphante. Force était d'admettre, pourtant, que ce que j'avais appris en Europe centrale sur « lois de l'évolution sociale » ne s'appliquait guère à l'âme italienne. Les événements d'Italie, nul n'aurait pu le nier, constituaient l'expression de la volonté unitaire de tout un peuple. Toutefois, le rôle que jouait dans un tel mouvement la personnalité d'un seul homme incitait les observateurs étrangers au scepticisme. Cet homme énergique, inspirateur de cette vaste entreprise, se rendit souvent à Florence pendant mon séjour dans cette ville ; du reste, je l'avais déjà vu à Berlin, avant même la *marcia su Roma*, dans le hall d'un hôtel situé au centre de la ville où cet ex-journaliste répondait aux questions des journalistes. Je le revis ensuite à Bologne et à Venise où des foules fanatisées

guettaient chacun de ses gestes. À cette époque, on n'aurait pas donné cher de sa vie ; à Florence, place Victor-Emmanuel, où, entouré de dizaine de milliers de personnes, mais sans le moindre garde du corps, il se trouvait exposé à la vengeance de ses adversaires, il semblait protégé par sa bonne étoile. Invulnérable. Comme s'il avait introduit un courant de haute tension, une énergie brute dans cette Italie du dolce farniente. Il galvanisait la population et, par-delà la politique et les slogans, cette force, qui émanait de lui seul, se répandait des Alpes jusqu'à la Sicile. Celui qui n'a pas vécu les débuts du fascisme en Italie ne saurait comprendre le succès de ce mouvement. Que représente donc un homme, un seul homme ? Il faut croire qu'il représente tout. »

S. MARAI, *Les Confessions d'un bourgeois*, Albin Michel, Paris, 1993, p. 458-459.

Document 7

« [...] On a dit [...] que nous n'avions pas de doctrine. Eh ! bien, je ne connais pas un seul mouvement spirituel et politique qui ait une doctrine plus solide et plus définie [...] : l'État [...] doit être fort ; le gouvernement [...] a le devoir de se défendre parce qu'il défend aussi la nation contre tout travail de désintégration ; la collaboration des classes, le respect de la religion ; l'exaltation de toutes les énergies nationales. [...]

Que nous opposent nos adversaires ? Rien. Des misères. Ils sont en retard de cinquante ans. Ils changent en postulats les rêveries des positivistes. Je dis les rêveries, parce que de même qu'il n'y a pas d'hommes plus dangereux que les pacifistes, il n'y a pas rêveur plus déterminé [sic] que les positivistes. Tout le procès de rénovation spirituelle conduit par les nouvelles générations est ignoré d'eux. [...] Passons au libéralisme. L'on dit souvent : « Le libéralisme a fait l'Italie ». Mais, doucement. N'exagérons pas. Je contesterais, pour moi, qu'il y ait eu, pendant le *Risorgimento*, [...] un vrai parti libéral, au sens moderne du terme. Mais [...] le tricolore italien flotte sur le Mont Nevoso. Si nous avons suivi les inspirations du libéralisme [...], il flotterait tout juste au plus à la gare de Cervignano. [...]

Et j'en arrive, messieurs, au dégonflement de la plus prétentieuse vessie de toutes les oppositions : je parle de la Liberté. [...] La Liberté n'est pas un concept absolu. [...] La liberté n'est pas un droit : c'est un devoir. [...] La notion de liberté change avec le cours du temps. [...] Lorsqu'une nation est engagée comme l'Italie d'hier et d'aujourd'hui, lorsqu'il est question pour elle de vie ou de mort, est-ce que vous allez encore suivre vos dangereuses chimères ? Je dis que non. [...] L'on me dit que je gouverne au moyen de la Force. Mais tous les gouvernements qui sont forts gouvernent par la Force. Du reste la Force implique l'assentiment. Il n'y a pas de force sans un consentement, et le consentement n'existe pas sans la force. [...]

Celui qui gouverne sent battre dans son cœur le cœur du peuple. Il serait oisieux d'égrener tout le détail d'un beau programme. Ce qui importe, ce sont les directives. Je ne procéderai pas devant vous au minutieux déballage de la pacotille politique. [...] Je ne veux pas que le fascisme attrape la maladie électorale. Je veux qu'une partie du Fascisme intervienne au Parlement, mais je veux que le Fascisme lui-même reste en dehors, pour contrôler et animer ses

représentants. Le Parti National fasciste doit rester, par définition, la réserve toujours intacte de la Révolution fasciste. [...]

De nombreux adversaires se demandent ce que demain la Révolution fasciste fera. [...] Encore une fois, le devoir de défendre nos idées, d'exalter le sacrifice de nos martyrs, de rester fidèles à notre mission, nous est sacré. Isolés ou en bloc, les ennemis qui nous attaquent, nous les briserons.

Messieurs, il faut être pour ou contre nous. Ou fasciste ou antifasciste. Qui n'est pas avec nous est contre nous. La situation politique n'a jamais été plus simple en Italie. [...] Nous ne plierons pas. [...] Nous avons à faire une Italie grande. Le Fascisme n'a pas d'autre but [...]. »

B. MUSSOLINI, « Discours aux maires des communes d'Italie rassemblés dans Rome le 23 mars 1924 pour le cinquième anniversaire de la fondation des Faisceaux », d'après le *Corriere della Sera*, 24 mars 1924, rapporté par P. GORGOLINI, *La révolution fasciste. Avec les principaux discours de Benito Mussolini*, Nouvelle Librairie Nationale, Paris, 1924, p. 198.

Document 8 – Loi du 24 décembre 1925 sur les pouvoirs de Mussolini

« Il [Mussolini] est nommé par le roi devant lequel il est responsable de l'orientation politique générale du gouvernement ; il est l'incarnation suprême du pouvoir exécutif ; il choisit ses ministres qui sont responsables devant le roi, mais aussi envers sa personne ; il décide du nombre des ministères et peut personnellement assumer la charge de plusieurs portefeuilles ; il fait partie du Conseil de tutelle des membres de la famille royale et exerce les fonctions de chambellan de la Couronne ; les Chambres ne peuvent aborder aucune question sans son accord préalable ; passé un délai de trois mois, il a le droit de représenter un projet de loi précédemment repoussé par l'une des deux chambres ; de même il peut transmettre et soumettre au vote de l'une des Chambres une proposition de loi rejetée par l'autre Chambre. [...] Quiconque attente à la vie, à l'intégrité physique ou à la liberté du chef du gouvernement est passible d'une réclusion dont la durée ne saurait être inférieure à quinze années, et en cas d'un attentat fatal, il est puni de la peine de mort. Quiconque porte offense en actes ou en paroles au chef du gouvernement est puni d'une peine de réclusion de six à trente mois. »

Loi du 24 décembre 1925, cité dans J. MARSEILLE, *Histoire 1^{ère}*, Nathan, Paris, 1997, p. 277 (<http://hypo.ge-dip.État-ge.ch/www/cliotexte/index.html#1933>).

Document 9

« La philosophie du fascisme [...] ne croit pas plus à la possibilité d'une paix perpétuelle entre les nations. C'est en ce sens que [le fascisme] rejette le pacifisme bêlant, lâche renoncement à la lutte et au sacrifice. Seule la guerre permet de libérer totalement les énergies humaines et de donner ses lettres de noblesse aux peuples qui ont le courage et les vertus nécessaires pour l'affronter [...].

Le slogan orgueilleux des squadristes : *Me ne frego!* (Je m'en fous !), inscrit sur le bandage d'une blessure [...] c'est aussi l'éducation au combat, l'acceptation

des risques qu'il comporte : c'est un nouveau style de vie italien [...]. Le fascisme affirme l'inégalité irrémédiable et féconde entre les hommes. »

Extraits de l'article « Fascisme » de *L'Encyclopedia italiana* (1932), rédigé par Mussolini lui-même
(<http://hypo.ge-dip.État-ge.ch/www/cliotexte/index.html#1933>)

Document 10

« Comment expliquer l'ascension si rapide de cet homme qui, depuis cinq années, assure le destin de l'Italie ? Ma curiosité est grande de l'approcher, de le connaître, de lire sur ce visage dont trop de portraits nous livre la passion et l'aspect dominateur. Un Bonaparte apparaît casqué comme Minerve ; il a pour lui son génie militaire, indiscutablement. Celui-là n'a rien de pareil. Orateur, grand journaliste, écrivain, oui sans doute, mais il en est tant d'autres et tout aussi fameux. Il faut pourtant découvrir la cause. Or la cause, je crois bien l'avoir découverte. Il a porté la douleur du peuple italien de la guerre et de l'après-guerre et le peuple italien de la guerre et de l'après-guerre s'est reconnu en lui. Sa révolution est une révolution populaire. Mais le peuple italien, on l'oublie trop souvent, est un vieux peuple politique. Il a une sagesse innée. « Ils se sont tous inscrits au cours de Machiavel, disait assez plaisamment un de nos ambassadeurs, et ils en sont tous sortis premiers ». Ainsi la menace de décomposition bolchéviste a-t-elle été écartée pour laisser place au fascisme qui coordonne, recompose, reconstruit, durement, et peut-être sans laissez assez d'air à une société qui a besoin de respirer pour se mouvoir plus à l'aise, car la construction réclame aussi un peu de liberté. Mais l'aération viendra sans doute plus tard [...].

Le reste est trop récent pour qu'on l'ait oublié et je n'ai voulu rappeler que les origines et les causes de l'ascension au pouvoir. Le reste : le pays menacé d'être submergé par la grande vague bolcheviste, les trains arrêtés, les usines occupées, le gouvernement sans force et sans autorité, puis la formation du fascisme, sa direction prise par Mussolini, l'ordre de marche des 250.000 chemises noires sur les chemins de Rome, le renversement du ministère Facta, le mandat offert à Mussolini par le roi le 29 octobre.

Ce mandat, il l'exerce depuis cinq ans, il l'exerce seul. Il a imposé l'obéissance au Parlement qu'il méprise et il a proposé, comme idéal, cette vertu d'obéissance au peuple qu'il aime. Cependant il a besogné comme un bûcheron dans une forêt. Ou plutôt il a fait le contraire du bûcheron : il a planté au lieu d'abattre. Lois pour la défense de l'État, loi pour la protection physique et morale de la race, loi contre la franc-maçonnerie, institution du podestat, organisation du gouvernement de Rome, autorité élargie et responsabilité des préfets, politique d'assainissement financier qui a permis le redressement de la lire, puis sa stabilisation, œuvre nationale des loisirs ouvriers et protection sociale des travailleurs : le gouvernement fasciste a accompli un prodigieux effort pour donner au pays une charte de travail, en même temps qu'une charte de sécurité qui lui permettent de se guérir des plaies laissées par la guerre. Le résultat éclate aux yeux. Toute la question est de savoir s'il durera. Or Mussolini veut qu'il dure [...]. »

Extraits d'un article d'Henry Bordeaux paru dans *L'Illustration* du 14 janvier 1928 (<http://hypo.ge-dip.État-ge.ch/www/cliotexte/index.html#1933>)

Document 11 - La réaction du socialiste Matteotti au Parlement

« Nous, socialistes, affirmons que la liste de la majorité gouvernementale qui a obtenu plus de quatre millions de voix [...] n'a pas obtenu librement ces suffrages et il est donc douteux qu'elle ait obtenu le pourcentage nécessaire [...] pour recevoir, même selon votre loi, les deux tiers des sièges qui lui sont accordés [...]. Nous contestons donc ici la validité de l'élection de toute la majorité gouvernementale [...]. Au cours de ces élections, aucun votant n'a été libre parce que tout le monde savait à priori que, même si la majorité des votants avait osé se prononcer contre le gouvernement, le gouvernement avait à sa disposition une force qui aurait annulé tout résultat contraire à ses vues [...]. Cette intention du gouvernement était renforcée par l'existence d'une milice armée [...]. Dans 90 % des cas, et pour certaines régions dans 100 % des cas, les bureaux de vote étaient entièrement sous le contrôle des fascistes, et le représentant de la liste minoritaire n'a pas eu la possibilité d'être présent pendant le vote [...]. »

Atti del Parlamento italiano, 1926, d'après Les Mémoires de l'Europe, vol. 4, Paris, 1973, p. 154.

Document 12 - Programme des Faisceaux italiens de combat [1919]

ITALIENS !

NOUS VOULONS :

Pour le problème politique :

1. Suffrage universel avec scrutin de liste régional et représentation proportionnelle, droit de vote et éligibilité pour les femmes.
2. Abaissement de la limite d'âge à dix-huit ans pour les électeurs. [...]
3. Abolition du Sénat.
4. Convocation pour une période de trois ans d'une Assemblée nationale qui aura pour tâche essentielle d'établir la forme de Constitution de l'État.
5. Formation de Conseils nationaux techniques du travail, de l'industrie, des transports, de l'hygiène sociale, des communications, etc., élus par les collectivités professionnelles ou de métier ; avec ces pouvoirs législatifs et le droit d'élire un commissaire général ayant pouvoir de ministre.

Pour le problème social :

NOUS VOULONS :

1. Promulgation rapide d'une loi qui sanctionne pour tous les travailleurs la journée légale de huit heures de travail.
2. Le salaire minimum.
3. La participation des représentants des travailleurs au fonctionnement technique de l'industrie.

4. L'octroi aux organisations prolétariennes elles-mêmes (pourvu qu'elles en soient dignes moralement et techniquement) de la gestion d'industries ou de services publics. [...]

Pour le problème militaire :

NOUS VOULONS :

1. Institution d'une milice nationale.
2. Nationalisation de toutes les industries d'armements et d'explosifs.
3. Politique extérieure nationale qui mette en valeur dans les compétitions scientifiques de la civilisation, la nation italienne dans le monde.

Pour le problème financier :

NOUS VOULONS :

1. Un fort impôt extraordinaire à caractère progressif sur le capital, qui représente une authentique EXPROPRIATION PARTIELLE de toutes les richesses.
2. La confiscation de tous les biens des congrégations religieuses.
3. [...] La confiscation de 85 % des bénéfices de guerre.

Il Popolo d'Italia, 6 juin 1919, cité dans R. PARIS, *Les origines du fascisme*, Flammarion, Paris, 1968.

Document 13

« En ce qui concerne la politique intérieure, le problème le plus urgent est le problème racial. Sur ce terrain aussi nous adopterons les solutions nécessaires. Ceux qui font croire que nous avons obéi, soit par imitation, ou pire par suggestion, sont de pauvres imbéciles. [...] Le problème racial n'est pas apparu à l'improviste. [...] C'est en relation avec la conquête de l'Empire. L'histoire nous enseigne que les empires se conquièrent par les armes mais se conservent avec le prestige. Et précisément pour le prestige il convient d'avoir une claire, une sévère conscience raciale qui affirme non seulement les différences mais aussi les nettes supériorités.

La question juive n'est donc qu'un aspect de ce phénomène. Notre position a été déterminée par des faits incontestables. Le judaïsme mondial a été pendant seize ans, malgré notre politique, un ennemi irréconciliable du fascisme. [...] Cependant les juifs de citoyenneté italienne, ceux qui ont fait preuve d'indiscutables mérites militaires ou civils envers l'Italie et le régime trouveront compréhension et justice. Quant aux autres, on adoptera vis-à-vis d'eux une politique de séparation. »

B. MUSSOLINI, *Discours de Trieste*, 18 septembre 1938.

Document 14 – Les accords du Latran [11 février 1929]

« L'Italie reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine est la seule religion de l'État.

L'Italie reconnaît au Saint-Siège la pleine propriété et juridiction souveraine, créant de cette façon la cité du Vatican qui sera toujours considérée comme un territoire neutre et inviolable.

Le Saint-Siège déclare définitivement résolue et éliminée la question romaine et reconnaît le royaume d'Italie avec Rome comme capitale de l'État italien.

Les évêques, avant de prendre possession de leur diocèse, prêtent serment de fidélité au chef de l'État.

L'État italien, voulant redonner à l'institution du mariage, qui est la base de la famille, une dignité conforme aux traditions catholiques de son peuple, reconnaît au sacrement du mariage, réglé par le droit canonique, les effets civils.

L'Italie considère comme fondement de l'instruction publique l'enseignement de la doctrine chrétienne reçue de la tradition catholique. »

Cité dans J. M. LAMBIN (éd.), *Histoire I^{ère}*, Paris, 1994.

Document 14

« La guerre qui du point de vue militaire ne s'est pas encore étendue à tout le continent européen en raison de l'attitude de l'Italie, est déjà devenue du point de vue économique mondial une source de troubles et de perturbations des activités économiques et sociales de tous les pays du monde. [...] L'action du fascisme, visant à atteindre au plus haut degré notre indépendance économique, trouve ainsi sa justification absolue. [...] Mais surtout chacun, même l'esprit le plus obtus, est à même de constater que la séparation entre économie de guerre et économie de paix est simplement absurde. Il n'y a pas une économie de temps de paix et une économie de temps de guerre : il y a seulement une économie de guerre car, historiquement, vu le nombre d'années de guerre, il apparaît que l'état de guerre est l'état normal des peuples, au moins pour ceux qui vivent sur le continent européen. [...] C'est donc le fait et bel et bien le « fait » immanent de la guerre au moyen d'armes qui doit dominer et domine l'économie. [...]

Maintenant le peuple italien a saisi et compris non seulement l'utilité mais aussi la nécessité, sacrée, de la bataille pour l'autarcie ; et quand je dis peuple, je comprends les inventeurs, les producteurs, les travailleurs, les consommateurs. Tous les secteurs de cette armée ont progressé selon des étapes plus ou moins longues mais aujourd'hui le rythme de la marche doit être accéléré au-delà du possible. Aucune énergie ne doit être dispersée, les volontés unies, les sacrifices assumés, les vestiges rétrogrades ou sceptiques éliminés. L'enjeu est immense [...] : il s'agit de la puissance militaire et, par conséquent, de l'avenir de la patrie. »

B. MUSSOLINI, « 8^o riunione della Commissione suprema per l'Autarcia (18 novembre 1939) », dans *Opera omnia*, vol. 29, La Fenice, Florence, 1959, cité par J. et D. MUSIEDLAK, « Les totalitarismes, fascisme et nazisme », dans *Documentation pédagogique*, 7037, 1996.

Document 15 - Déclaration de guerre à l'Éthiopie diffusée par radio le 2 octobre 1935

« Chemises noires de la révolution ! Hommes et femmes de toute l'Italie ! Italiens, habitants dans toutes les régions du monde, au delà des montagnes et des océans ! Écoutez !

Une heure solennelle dans l'histoire de la patrie est sur le point de sonner.

Vingt millions d'Italiens sont en ce moment même rassemblés sur les places d'Italie. C'est la plus gigantesque démonstration de toute l'histoire du genre humain. Vingt millions d'Italiens mais un seul cœur, une seule volonté, une seule décision. Cette manifestation démontre que l'identité entre l'Italie et le fascisme est parfaite absolue inaltérable. Il n'y a que des cerveaux ramollis dans des illusions puérides ou étourdis par la plus profonde des ignorances pour penser le contraire, puisqu'ils ignorent ce qu'est cette Italie fasciste de 1935.

Depuis beaucoup de mois la roue du destin tourne, sous l'impulsion de notre calme et de notre détermination, vers son but naturel. Au cours de ces dernières heures son rythme est devenu plus rapide : il est désormais irrépessible.

Ce n'est pas seulement une armée qui marche vers ses objectifs, ce sont quarante-quatre millions d'Italiens qui marchent avec cette armée, tous unis, puisque l'on essaye de commettre contre eux la plus noire des injustices : celle de nous enlever un peu de place au soleil.

Quand, en 1915, l'Italie décida d'unir son sort à celui des alliés que de cris d'admiration et que de promesses. Mais après la victoire commune, à laquelle l'Italie avait apporté sa contribution suprême de 600.000 morts, 400.000 mutilés, un million de blessés, quand l'on s'assit autour de la table d'une paix odieuse, il ne resta, pour nous, que les miettes du festin colonial des autres. Pendant quinze années nous avons patienté, tandis qu'autour de nous se serrait, toujours plus rigide, le cercle qui veut étouffer notre impétueuse vitalité.

Oh Éthiopie ! Nous patientons depuis 40 ans, maintenant ça suffit !

À la Ligue des Nations, plutôt que de reconnaître le juste droit de l'Italie, l'on ose parler de sanctions. Aujourd'hui (et je refuse de croire, jusqu'à preuve du contraire, que le vrai peuple de France puisse s'associer aux sanctions contre l'Italie) les 6.000 tués de Bligny, morts dans un si héroïque assaut qui arracha l'admiration au commandant ennemi lui-même, aujourd'hui, ces 6.000 morts sursauteraient, sous la terre qui les recouvre. Et, jusqu'à preuve du contraire, je me refuse à croire que le peuple de Grande Bretagne, le vrai, veuille verser son sang et pousser l'Europe dans la voie de la catastrophe, pour défendre un pays africain, universellement reconnu comme barbare et indigne de figurer parmi les peuples civilisés.

Cependant, nous ne pouvons feindre d'ignorer les éventualités de demain. À des sanctions économiques, nous répondrons avec notre discipline, avec notre sobriété, avec notre esprit de sacrifice.

Applaudissements.

À des mesures d'ordre militaire, nous répondrons avec des mesures d'ordre militaire. À des actes de guerres nous répondrons avec des actes de guerre.

Que personne n'entretienne l'illusion de nous plier, sans avoir auparavant durement combattu. Un peuple jaloux de son honneur ne peut avoir et n'aura jamais d'autres attitudes.

Mais, que cela soit dit encore une fois de la manière la plus catégorique (comme un engagement sacré que je prends, en ce moment, devant tous les Italiens qui m'écoutent), nous ferons tout notre possible pour éviter qu'un conflit colonial devienne un conflit européen. Cela peut plaire aux esprits troubles, qui pensent,

à travers une nouvelle catastrophe, trouver vengeance pour leurs temples écroulés. Mais nous ne sommes pas de ceux-là. Jamais comme à cette époque historique, le peuple italien a montré toute la force de son esprit et la puissance de son caractère. Et c'est contre ce peuple, auquel l'humanité doit les plus importantes de ses conquêtes, et c'est contre ce peuple de héros de saints de poètes d'artistes de navigateurs de colonisateurs d'émigrants que l'on ose parler de sanction.

Italie ! Italie prolétaire et fasciste ! Italie de Vittorio Veneto et de la révolution : debout ! Debout.

Fais en sorte que ton cri, fais en sorte que le cri de ta décision ferme et irréductible remplisse le ciel et arrive à nos soldats en Afrique orientale et qu'il soit de réconfort à ceux qui vont combattre et qu'il incite les amis et mette en garde les ennemis. C'est la parole de l'Italie qui va au-delà des monts et des mers, dans le monde entier.

Le cri de l'Italie d'aujourd'hui, c'est un cri de justice et c'est un cri de victoire ! »

A. SIMONINI, *Il linguaggio di Mussolini*, Bompiani, Milan, 1978, p. 70-82
(traduction : ALBERTO CAIROLI).

Document 16 – Discours du 1^{er} novembre 1936

« Chemises Noires de Milan !

Par le discours que je vais prononcer devant vous [...] je veux définir la situation de l'Italie fasciste au point de vue de ses relations avec les autres peuples de l'Europe, à cette heure si pleine de troubles et d'inquiétudes. [...]

Si l'on veut éclaircir l'atmosphère politique de l'Europe, il faut d'abord faire table rase de toutes les illusions, de tous les lieux communs, de tous les mensonges conventionnels, de toutes les épaves du grand naufrage des idéologies wilsoniennes. Une de ces illusions s'est écroulée : c'est celle du désarmement. Personne ne veut désarmer le premier et désarmer tous ensemble, c'est impossible et c'est absurde. [...] Pour nous fascistes, habitués à examiner froidement les réalités de la vie et de l'histoire, une autre illusion que nous repoussons c'est celle qui se dénomme la « sécurité collective ». La sécurité collective n'a jamais existé, elle n'existe pas et n'existera jamais. Un peuple viril réalise dans ses frontières sa propre sécurité et refuse de confier son avenir aux mains suspectes des étrangers. [...]

Pour la Société des Nations, le dilemme se pose en termes très clairs : ou se renouveler, ou disparaître. Puisqu'il est extrêmement difficile pour elle de se renouveler, elle peut tranquillement, en ce qui nous concerne, disparaître. De toute façon, nous n'oublierons jamais que la Société des Nations a organisé, avec des méthodes d'une habileté diabolique, une inique agression contre le peuple italien. [...] elle a cherché à briser notre effort militaire, à s'opposer à l'œuvre de civilisation que nous accomplissions à environ 4.000 km de la mère patrie. Elle n'a pas réussi ; [...].

Du reste, pour faire une politique de paix, il n'est pas nécessaire de passer par les dédales de la Société des Nations. [...] Après dix-sept ans de polémiques, de frictions, de malentendus, de problèmes restés en suspens, des accords avaient été, en janvier 1935, conclu avec la France. Ces accords pouvaient et devaient

ouvrir une ère nouvelle de relations vraiment amicales entre les deux pays. Mais vinrent les sanctions. Naturellement, l'amitié des deux nations subit un premier refroidissement. [...] Il est de toute évidence que tant que le gouvernement français gardera vis-à-vis de nous une attitude d'attente réservée, nous ne pourrons que l'imiter. [...]

Avec les accords du 11 juillet, une ère nouvelle s'est ouverte dans l'histoire de l'Autriche moderne [...] et j'ai la conviction que ces accords ont fortifié la stabilité de cet État et en ont aussi grandement garanti l'indépendance.

Tant que justice n'aura pas été rendue à la Hongrie, il ne pourra pas y avoir de règlement définitif des questions qui intéressent le bassin du Danube. La Hongrie est vraiment la grande mutilée : quatre millions de Magyars vivent en dehors de ses frontières actuelles. En voulant appliquer minutieusement une justice trop abstraite, on est tombé dans une injustice encore plus grande. [...]

Dans ces derniers temps, l'atmosphère diplomatique s'est grandement améliorée. [avec la Yougoslavie].

Une grande nation a ces derniers temps conquis la sympathie du peuple italien : je parle de l'Allemagne. Les entretiens de Berlin ont eu pour résultat un accord entre les deux pays, sur des problèmes déterminés [...] mais ces ententes qui ont été formulées dans des procès-verbaux dûment signés, cette verticale Berlin-Rome, n'est pas une cloison étanche, c'est plutôt un axe autour duquel peuvent évoluer tous les États européens animés d'une volonté de collaboration et de paix. [...]

Je me suis jusqu'ici occupé du Continent. Il faut que les Italiens peu à peu se fassent une mentalité d'insulaires, parce que c'est l'unique moyen de porter sur son vrai plan le problème de la défense navale de la Nation. L'Italie est une île de la Méditerranée. Cette mer pour la Grande-Bretagne est une route, une des nombreuses routes, plutôt un raccourci grâce auquel l'Empire britannique accède plus rapidement à ses territoires coloniaux. [...] Si, pour les autres, la Méditerranée est une route, pour nous autres, Italiens, c'est la vie même. [...] Nous exigeons que nos droits et nos intérêts vitaux soient respectés. [...] On ne peut pas penser à une guerre entre les deux nations, et moins encore à une guerre qui s'étendrait immédiatement à toute l'Europe. Il n'y a donc qu'une solution : une entente sincère, rapide, complète, ayant pour base la reconnaissance des intérêts réciproques de chaque nation.

Mais s'il n'en était pas ainsi, si vraiment, ce que je ne veux pas admettre aujourd'hui, on méditait d'étouffer la vie du peuple italien dans cette mer, qui fut la mer de la Rome antique, eh bien, qu'on sache que le peuple italien se dresserait tout entier comme un seul homme, prêt à combattre avec une énergie et une décision sans précédent dans l'histoire. [...] »

D'après

<http://hypo.ge-dip.État-ge.ch/www/cliotexte/html/italie.ethiopie.mussolini.html>

Question de synthèse

Le fascisme mussolinien est un régime politique particulier. En te référant aux documents présentés ci-dessus...

1. précise, pour chacune des cases du tableau suivant (que tu développeras autant que nécessaire), et en commençant par la case « Valeur centrale », ce que préconise le fascisme italien.
Veille à systématiquement justifier ta réponse en te référant explicitement au(x) document(s) qui te permet(tent) de formuler ladite réponse ;
2. explicite, par des flèches, les liens logiques unissant les diverses cases de ce tableau, et précise leur nature (... a pour conséquence..., ... a pour origine... , ...implique indirectement..., par exemple).

NB : Il faut comprendre chacune des cases (à l'exception de la case « Valeur centrale ») de la façon suivante : « Le fascisme italien postule que, en matière de..., il faut... / il est nécessaire de... »

Exemple : Le fascisme italien postule que, en matière de politique sociale, il faut... / il est nécessaire de... »

